

L'économie de la Guadeloupe en 2012 Une activité sans souffle

P
O
R
T
R
A
I
T

L'économie guadeloupéenne, toujours fragile et sans véritable souffle, n'a pu conforter en 2012 le rattrapage entrepris depuis la crise de 2009. La reprise, faute de s'affermir, reste trop modeste pour faire refluer le chômage, qui se maintient à un niveau élevé.

Après un bon début d'année, le climat des affaires se replie dès le deuxième trimestre et l'activité s'infléchit dans la plupart des secteurs. La consommation des ménages, véritable moteur de la croissance, manque de fermeté : en dépit d'une inflation modérée, elle se tasse en fin d'année. Dans ce contexte, et faute de visibilité, les chefs d'entreprise restent majoritairement attentistes et l'investissement privé peine à redémarrer.

Le bilan est contrasté dans l'agriculture et l'industrie, tandis que le commerce déplore une baisse de son courant d'affaires. La fin d'année est décevante dans le secteur du tourisme, en dépit du net redressement de la croisière. Autre secteur clé, le BTP vit toujours une sortie de crise difficile en dépit d'un léger mieux.

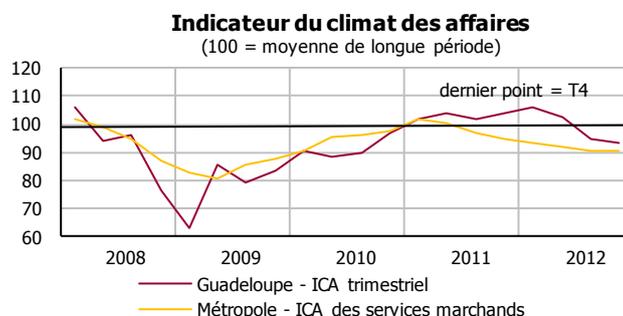
Dans ce contexte, le financement de l'économie par le système bancaire reste favorablement orienté, à un rythme toutefois moins marqué et le risque de crédit s'inscrit en légère hausse. En revanche, la collecte des dépôts et de l'épargne montre un réel dynamisme.

UNE CONJONCTURE QUI SE DÉGRADE

Retournement du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade en 2012, en dépit d'un bon début d'année. À fin décembre il se situe en deçà de sa moyenne de longue période (-6,5 points), et atteint son niveau le plus faible depuis septembre 2010. L'activité s'est infléchie dès le deuxième trimestre dans la plupart des secteurs, notamment l'industrie manufacturière, le tourisme et le commerce.

En France métropolitaine, les indicateurs calculés par la Banque de France se contractent également sur l'ensemble de l'année.

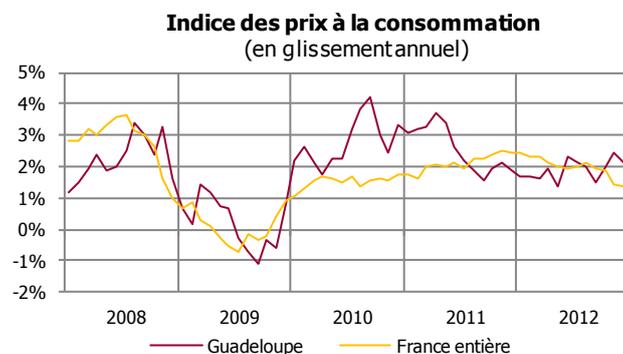


Source : Enquête de conjoncture de l'Idom, Banque de France

La hausse des prix est modérée

L'inflation est plutôt contenue en 2012 : elle est en moyenne de +1,9 %, et atteint +2,1 % en fin d'année. Cette hausse moyenne est sensiblement inférieure à celle de 2011 (+2,6 %), qui avait été marquée par une forte poussée des prix de l'énergie.

En fin d'année, le rythme de l'inflation se démarque toutefois de la hausse plus modeste observée au plan national (+1,3 % à fin décembre).

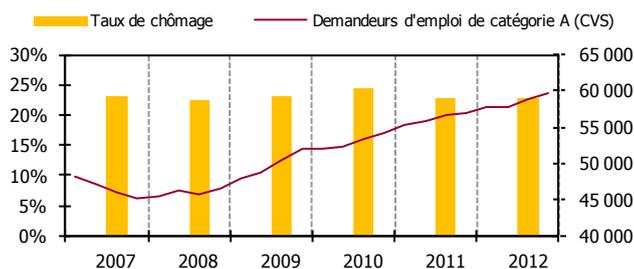


Source : INSEE

Les prix de l'alimentation (+3,3 % en glissement annuel) continuent à progresser à un rythme soutenu, en particulier ceux des produits frais (+3,7 %). Les prix de l'énergie (+5,4 %) ont en revanche connu une évolution moins vive qu'en 2011 (+11,8 %) et ceux des produits manufacturés (+0,4 %) ont stagné. Premier poste de dépense des ménages, les prix des services augmentent de 2,0 %, en lien avec l'augmentation des tarifs des transports et des télécommunications (+2,9 %).

Le marché du travail toujours sous tension

Demande d'emploi et taux de chômage



Source : DIECCTE, INSEE

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de croître en 2012 : il s'élève à 59 660 en fin d'année (+4,6 %). Cette progression est toutefois moins marquée qu'en 2011 (+6,3 %) et deux fois moins rapide qu'en France entière (+9,8 %).

En parallèle, l'offre d'emplois diminue de 8,8 % après -6,4 % en 2011, en raison du manque de visibilité ressenti par les chefs d'entreprise, moins enclins à recruter dans un contexte économique morose.

Le retour à l'emploi s'avère souvent difficile, en particulier pour les demandeurs de longue durée (+5,8 %) : depuis 2007, la durée moyenne d'ancienneté dans le chômage est ainsi passée de 48 à 52 mois.

Selon l'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage en Guadeloupe reste cependant stable, compte tenu de l'évolution de la population active. Il est de 22,9 %, soit un niveau équivalent à celui constaté au deuxième trimestre 2007 (23 %).

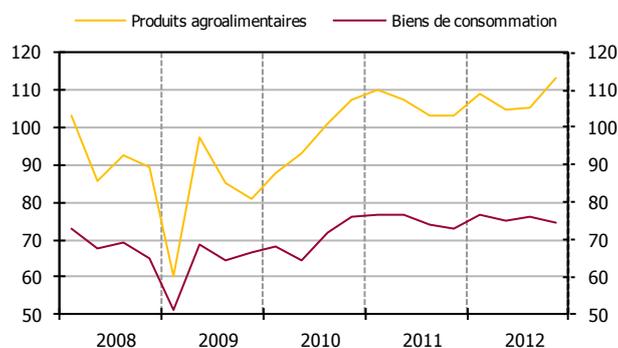
La consommation des ménages se tasse en fin d'année

La consommation des ménages, principal soutien de la reprise en 2011, reste vigoureuse au premier trimestre, avant de s'essouffler progressivement. Les importations de produits agroalimentaires augmentent de 2,6 % en cumul annuel, et celles de biens de consommation de 1,2 %, contre respectivement +8,0 % et +6,1 % en 2011.

Parallèlement, les encours de crédits à la consommation stagnent (+0,5 %), et les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM témoignent d'une nette baisse de leur courant d'affaires en fin d'année.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages continuent globalement de s'améliorer : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue de 1,4 % et les dépôts de dossiers de surendettement de 21 % (soit -79 dossiers). Les retraits de carte bancaire sont en revanche en légère hausse (+2,3 %).

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Les incertitudes affectent l'investissement

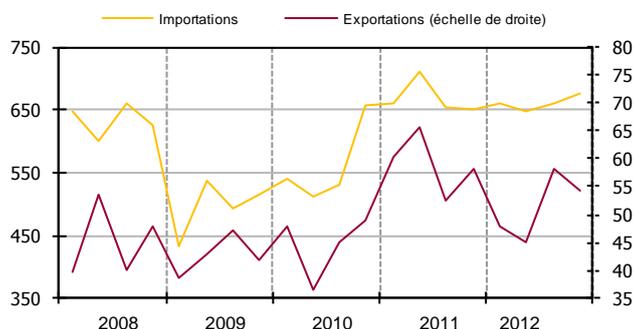
En l'absence de visibilité à moyen terme, l'investissement montre à nouveau des signes de faiblesse. Les importations de biens d'équipement, qui avaient stagné en 2011, affichent une baisse de 13,2 % sur un an, cependant que l'encours des crédits d'investissements accordés aux entreprises diminue de 2,1 % à fin décembre.

L'investissement immobilier reste en revanche dynamique sur l'année, favorisé comme en métropole par le niveau historiquement bas des taux d'intérêt. L'encours des crédits à l'habitat progresse de 8,2 % sur un an après +9,4 % en 2011.

Toutefois, les prévisions d'investissements des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM s'améliorent en fin d'année et deviennent majoritairement positives pour la première fois depuis mi-2008, reflétant leur souhait de renouvellement des outils de production.

Les échanges commerciaux se contractent légèrement

Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

La faible dynamique du marché intérieur pèse sur les importations, qui diminuent légèrement en 2012 (-0,4 % en cumul annuel ; -1,6 % hors produits pétroliers). Cette baisse est le fruit d'évolutions contrastées : la diminution sensible des importations de biens d'équipement des entreprises (-13,2 %) est en partie compensée par la hausse des achats de biens intermédiaires (+5,8 %), de biens d'équipement des ménages (+15,0 %), de produits agroalimentaires (+2,6 %) et, dans une moindre mesure, de biens de consommation (+1,2 %).

Les exportations sont en repli (-8,7 %), en raison de mouvements atypiques sur les produits pétroliers (+6,6 % hors produits pétroliers). Les exportations de produits agricoles (+18,4 %) et celles de produits agroalimentaires (+7,2 %) progressent.

L'ACTIVITÉ EST MAUSSADE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Un bilan contrasté dans l'agriculture et l'industrie

En 2012, l'activité du secteur primaire est globalement en baisse selon les professionnels. La campagne cannière, affectée par des conflits sociaux et une pluviométrie importante en fin de récolte, s'est révélée décevante : les sucreries ont broyé 585 601 tonnes de canne, soit une baisse de 9,3 % sur un an. La production renoue ainsi avec le niveau historiquement bas de l'année 2003, touchée par un exceptionnel déficit hydrique. En revanche, le secteur de la banane confirme son net redressement : la production commercialisée en 2012 est en hausse de près de 9 % à 66 923 tonnes, et la filière a bénéficié d'une amélioration des prix de vente sur le marché européen (581 €/tonne en moyenne, contre 486 €/tonne en 2011).

Dans les industries manufacturières, après un bon premier semestre, le courant d'affaires se réduit au second semestre de l'année 2012 et les principaux soldes de gestion se dégradent. L'activité des industries agroalimentaires, soutenue par la bonne tenue de la consommation des ménages en début d'année, évolue plus favorablement : la production totale de sucre s'élève de 4,3 % sur un an à 53 499 tonnes, et les exportations de produits agroalimentaires progressent de 2,8 %.

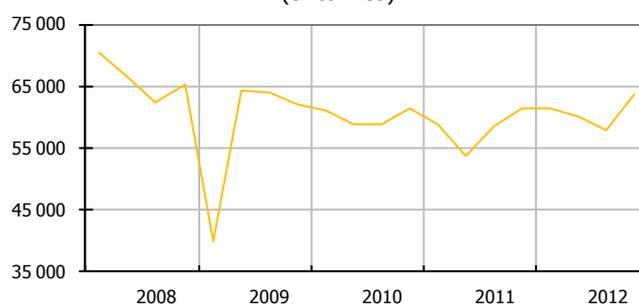
Le BTP : une sortie de crise difficile

La situation dans le bâtiment et les travaux publics demeure difficile malgré un léger mieux en fin d'année. La consommation de ciment reprend (+7,1 % sur un an), mais reste inférieure au niveau d'avant la crise de 2009. De nombreuses petites et moyennes entreprises rencontrent encore des difficultés de trésorerie et présentent d'importantes dettes sociales.

Dans la filière construction, le bénéfice du nouveau dispositif de défiscalisation du logement social tarde à s'affirmer : la production financée de logements locatifs sociaux reste inférieure de 3,9 % à sa moyenne des dix dernières années et les mises en chantiers ne suffisent pas à relancer le secteur. Le nombre de permis de construire délivrés pour des logements neufs augmente néanmoins sensiblement, en lien avec le dynamisme de l'investissement immobilier des ménages, dont les crédits à l'habitat ont progressé de 7,1 % en 2012.

Dans la branche des travaux publics, le manque de projets structurants se fait toujours ressentir : si la nouvelle Université régionale des métiers (URMA) et une partie du campus du Camp-Jacob sont bien sorties de terre, les carnets de commandes restent dégarnis et les opérations de rénovations urbaines de Pointe-à-Pitre et des Abymes ont pris du retard.

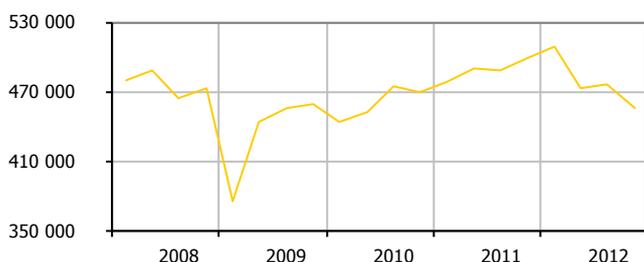
Ventes trimestrielles de ciment
(en tonnes)



Source : Ciments Antillais, CVS Iedom

Une fin d'année décevante dans le tourisme

Trafic trimestriel de passagers à l'aéroport



Source : Aéroport Pôle Caraïbes, CVS Iedom

L'activité touristique s'inscrit en léger retrait en 2012, en dépit d'un premier semestre prometteur, et les chefs d'entreprise déplorent une baisse de leur activité et des tensions de trésorerie en fin d'année.

À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic de passagers diminue de 1,3 % sur un an. La fréquentation des hôtels classés suit cette tendance : à fin novembre, le nombre de nuitées cumulées diminue de 3,3 % par rapport à la même période l'année précédente et le taux d'occupation moyen s'inscrit en léger retrait, à 56 %.

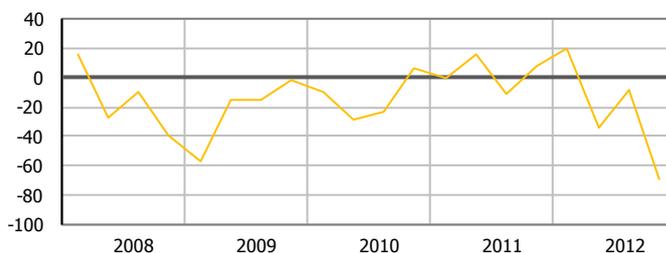
En revanche, le segment de la croisière se redresse, après les fortes baisses des années précédentes : le nombre de croisiéristes augmente de 55 %, à la faveur de l'arrivée de nouvelles compagnies et d'un nombre d'escales accru.

L'activité commerciale est peu dynamique

Les entreprises du secteur du commerce ont bénéficié de la relative résistance de la consommation des ménages au premier trimestre, mais les commerçants font état d'une détérioration de leur courant d'affaires en fin d'année et d'une concurrence accrue.

Le marché automobile reste en net retrait : le nombre de véhicules neufs immatriculés diminue (-13,5 %) par rapport à 2011, à 15 873 ventes.

Solde d'opinions relatif à l'activité du secteur du commerce



Source : Enquête de conjoncture de l'Iedom

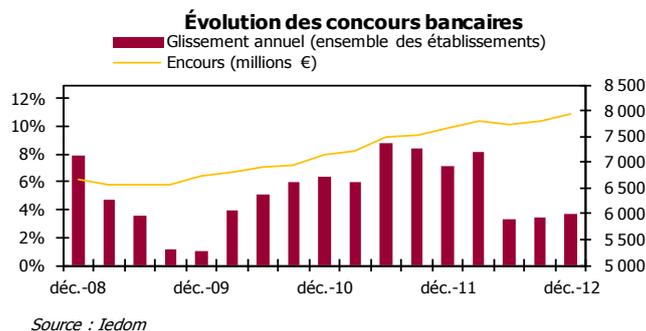
L'ACTIVITÉ BANCAIRE RESTE BIEN ORIENTÉE

Croissance moins marquée des encours de crédits

Le financement de l'économie continue de progresser en 2012, mais à un rythme plus modéré. A 7,9 milliards €, l'encours sain des crédits consentis enregistre une hausse de 3,7 % sur un an, après +7,1 % en 2011.

L'activité de crédit aux entreprises reflète la morosité ressentie dans la plupart des secteurs. A 3,8 milliards €, l'encours enregistre à fin 2012 un net tassement de son rythme de croissance (+3,8 % après +8 % en 2011). Cette évolution reste supérieure à celles d'après crise (-1,2 % en 2009 et +1,4 % en 2010).

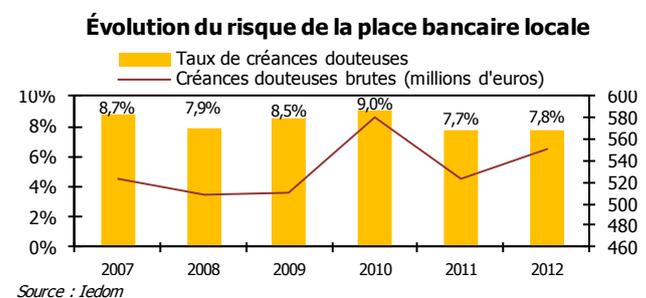
Si les crédits immobiliers des entreprises conservent une croissance dynamique (+9,3 %), la reprise des crédits d'investissement observée fin 2011 ne se confirme pas : l'encours diminue de 2,1 % sur un an. Le recours aux crédits d'exploitation continue de diminuer, mais à une vitesse réduite (-3,1 % après -6,9 % en 2011).



Les financements consentis aux ménages montrent des signes d'essoufflement, mais restent bien orientés : l'encours croît de 4,9 % sur un an après une hausse de 6,5 % en 2011. Le rythme de croissance des crédits à l'habitat demeure soutenu (+7,1 %), favorisé comme en métropole par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt. La progression des crédits à la consommation est toutefois atone (+0,5 %), en lien avec l'essoufflement de la consommation des ménages observé en fin d'année.

Légère hausse des créances douteuses

Les risques de crédit portés par le système bancaire local sont en légère hausse : sur un an, les encours douteux bruts augmentent de 5,3 %, à 550 millions €. La proportion de ces créances douteuses dans l'ensemble des crédits consentis reste cependant stable, à 7,8 % (+0,1 point).



Dynamisme des actifs financiers

La collecte nette d'épargne est dynamique, en particulier au quatrième trimestre : en 2012, les actifs financiers des agents économiques progressent de 4,7 % (+371 millions €), pour atteindre 7,1 milliards d'euros au 31 décembre. Cette hausse, plus vive qu'en 2011 (+2,5 %), est plus marquée pour les ménages (+4,3 %) et les collectivités locales (+16,5 %) que pour les entreprises (+3,2 %).

Les dépôts à vue (+4 %), principaux actifs financiers détenus par les agents (34,4 %), connaissent un rebond sur un an, et l'épargne longue (+5,6 %) retrouve une croissance dynamique, grâce aux performances de l'assurance-vie (+8,1 %). En revanche, les placements liquides ou à court terme (+4,5 %) augmentent plus modérément qu'en 2011 en raison de la chute des placements indexés sur les taux de marché (-0,8 %). Les comptes d'épargne à régime spécial (+7 %) enregistrent leur plus forte hausse depuis fin 2009, portés par l'engouement des ménages pour les livrets A (+11,4 %) et les livrets de développement durable (+21,2 %), dont les plafonds ont été relevés en fin d'année.

PERSPECTIVES CONTRASTÉES POUR L'ANNÉE 2013

L'économie guadeloupéenne présente depuis le deuxième trimestre 2012 les signes d'un ralentissement qui pourrait se prolonger, dans un contexte de stagnation attendue de la croissance française et de tensions persistantes dans la zone euro. La consommation des ménages, véritable moteur de la croissance, manque de fermeté, et il est encore difficile de dire si les consommateurs vont retrouver le chemin de la dépense dans cet environnement marqué par la progression du chômage.

L'espoir pour 2013 passe par la consolidation rapide des secteurs clés que sont le tourisme et le BTP. L'activité touristique devrait notamment profiter du renouveau de la croisière, dont la haute saison s'annonce très prometteuse. L'économie guadeloupéenne pourrait également bénéficier d'un redressement dans le secteur du BTP, à la faveur d'une production accrue de logement sociaux et d'un investissement immobilier privé soutenu par des taux d'intérêt toujours bas.

Au-delà, les défis de la prise en charge du vieillissement de la population et de la dépendance, ou encore de l'amélioration des infrastructures publiques, vont nécessiter le lancement de grands chantiers structurants (EPHAD ; transports collectifs ; mise aux normes parasismiques ; desserte en eau et modernisation de l'assainissement...) qui pourraient permettre à la Guadeloupe de trouver des nouveaux moteurs d'une croissance durable.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 13 mars 2013 – Dépôt légal : Mars 2013 – ISSN 1952-9619